

Des déterminants du développement économique du Luxembourg: Tendances et perspectives

Quelles sont les caractéristiques de la (forte) croissance économique des dernières décennies? Y a-t-il des spécificités inhérentes à l'économie de très petit espace? Quels sont les effets dominants de la globalisation et quels nouveaux défis s'en dégagent pour le Luxembourg? Quels sont les atouts du Luxembourg? Est-il besoin de créer un nouvel espace de sens et de performance?

Voilà quelques questions fréquemment soulevées dans les débats sur l'avenir socio-économique du Luxembourg. Il est clair que cette contribution n'a nullement la prétention d'être exhaustive sur le sujet. L'objectif est de soumettre quelques éléments d'analyse et de réflexion sous forme de contribution à un débat indispensable.

1. Mutations structurelles de l'économie luxembourgeoise

Le schéma 1 rappelle, si besoin était, que l'économie luxembourgeoise a subi d'importantes mutations structurelles au cours du XX^e siècle et que le rythme des mutations s'est accéléré vers la fin de cette période. Après une longue période de développement agricole, l'économie luxembourgeoise a connu une transition importante vers l'industrie caractérisée par l'émergence d'un certain monolithisme au cours des trois premiers quarts du XX^e siècle. Au cours des trois dernières décennies, le processus de diversification industrielle a permis de développer d'autres pôles de croissance. Parallèlement l'on a assisté à l'essor et au développement important du secteur bancaire, avant l'entrée récente dans une nouvelle phase de diversification du secteur des services avec e.a. l'expansion du secteur des communications et des transports.

Tous ces développements n'ont pu être réalisés que grâce à certains avantages comparatifs spécifiques de l'économie luxembourgeoise. Schématiquement nous pouvons dégager deux types d'atouts qui ont contribué à cette mutation importante (schéma 2). Le développement agricole et le passage à l'économie industrielle eurent comme base prédominante les dotations naturelles, en premier lieu la disponibilité d'une

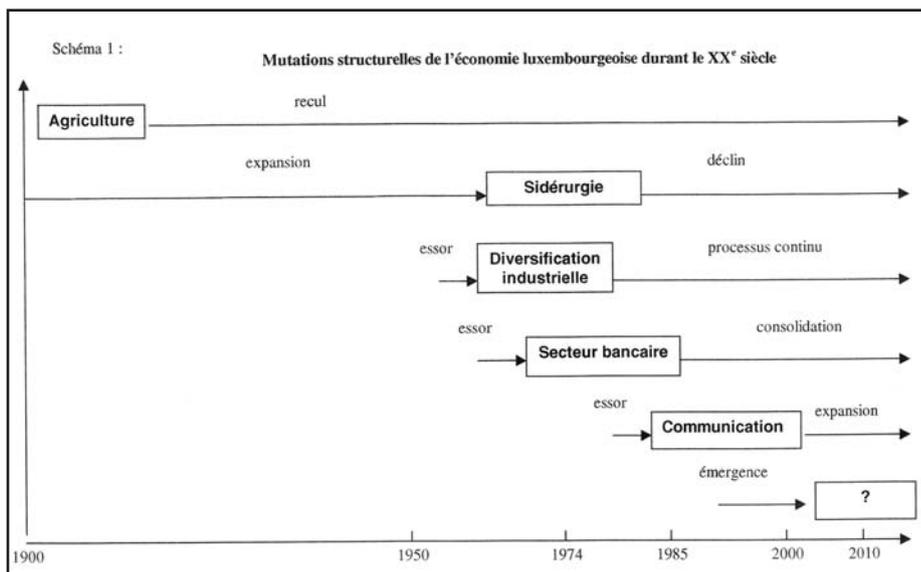
certaine fertilité agricole et par la suite la découverte du minerai de fer dans le Sud du pays. Il est un fait que ces avantages naturels ne purent porter leurs fruits que grâce à la conjonction d'autres facteurs, notamment le savoir-faire et un cadre politique déterminé (souveraineté).

Dans une deuxième phase, des restructurations et des expansions n'ont pu être réalisées que grâce au recours à des niches de souveraineté¹. Dans ce contexte ont prédominé des facteurs législatifs. Il faut citer ici essentiellement l'essor du secteur bancaire, mais également la diversification industrielle et

les nouvelles initiatives dans le domaine des communications. Bien que la phase d'exploitation des niches de souveraineté ne soit pas terminée, il devient de plus en plus difficile de dégager de nouveaux créneaux dans ce domaine. Ainsi le Luxembourg est appelé à créer et à développer de nouveaux avantages comparatifs. Nous reviendrons sur ce point important.

Retenons pour l'instant que le développement économique du Luxembourg est généré par la conjonction de trois avantages comparatifs:

les dotations naturelles (y compris la situation géographique);



la souveraineté (État nation de très petit espace avec les droits et marges de manœuvres inhérents à cet état de fait);

un certain savoir-faire.

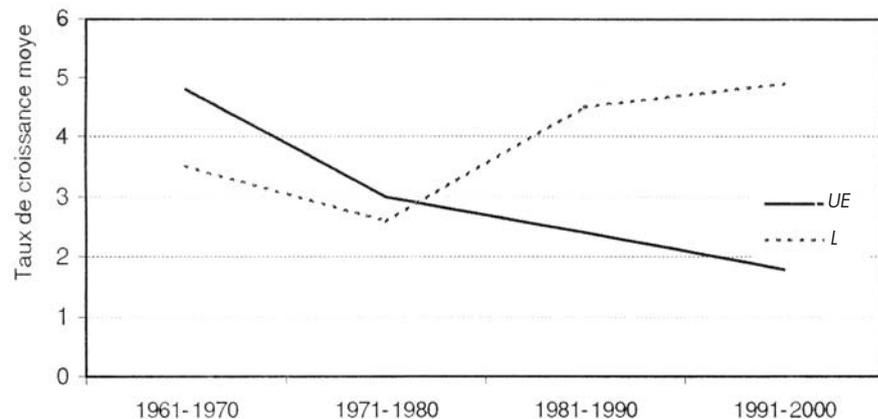
Au fil du temps le dosage de ces trois atouts, ainsi que la nature de l'atout prédominant ont évolué.

Regardons désormais les caractéristiques du processus de croissance économique récent du Luxembourg.

2. La "spirale vertueuse" de la croissance économique du Luxembourg

Au cours du dernier quart de siècle, la croissance économique du Luxembourg a été supérieure à la croissance moyenne des pays de l'Union Européenne (graphique 1). Ce résultat a été réalisé grâce à des mutations structurelles importantes. Celles-ci sont la résultante de la politique de diversification économique et de l'implantation d'entreprises étrangères au Luxembourg. Ces investisseurs étrangers ont trouvé certains éléments d'attraction pour s'implanter. Par leur implantation et leur réussite, ils ont permis de créer les conditions de base pour une adaptation, une amélioration de cet environnement favorable.

Croissance moyenne (1960-2000)



Source: Commission européenne

C'est à dessein que nous utilisons la notion de "spirale vertueuse", par opposition à une utilisation fréquente du terme "cercle vertueux". En effet, la notion de cercle ne recèle pas d'éléments dynamiques et pas de développement. L'idée de spirale sous-entend que les différents éléments non seulement s'auto-alimentent, mais qu'ils sont en *interaction stimulante* assurant des *sauts qualitatifs*. Tout récemment Martin Wolf, un éditorialiste du Financial Times, a utilisé une notion similaire : "the virtuous upward spiral"².

Soulignons encore que même si l'économie luxembourgeoise est largement

dépendante de facteurs exogènes (formés à l'extérieur), le processus de développement crée ainsi les conditions d'une certaine endogénéisation (transfert vers l'intérieur) de la croissance.

Le schéma 3 retrace le processus à travers lequel les investissements de nouvelles entreprises et les bons résultats d'entreprises implantées antérieurement contribuent à créer des conditions pour que de nouveaux investisseurs se sentent attirés. Par ailleurs, il reflète l'idée que tous les acteurs économiques peuvent tirer un bénéfice de ce processus. Cette condition n'est toutefois donnée qu'à travers une bonne régulation et des mécanismes de redistribution relativement équitables.

Un des facteurs déterminants de l'effet vertueux est sans doute le faible niveau comparatif des charges sociales. La répercussion en est double:

aux entreprises, elles assurent un coût salarial compétitif;

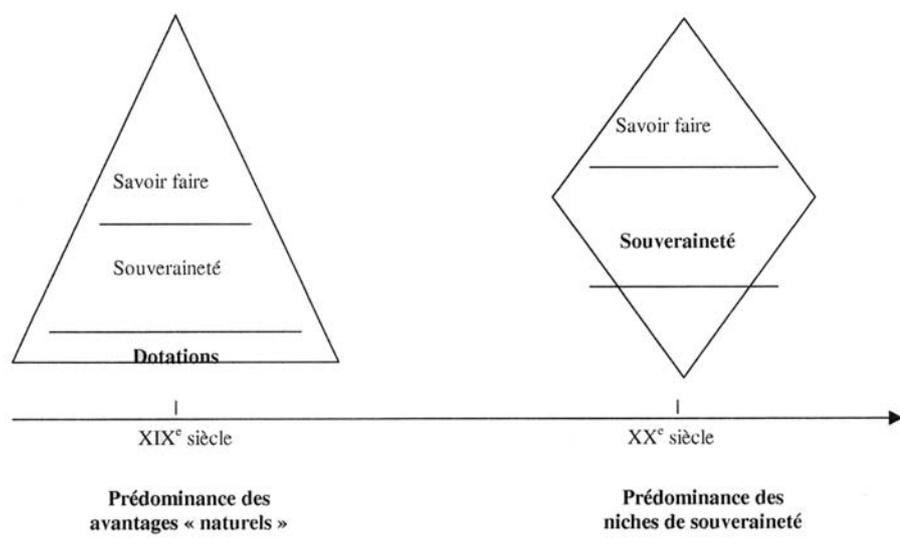
aux salariés une rémunération attractive.

Par ailleurs, l'évolution favorable des salaires nets contribue à l'amélioration du niveau de vie qui est une base de la paix sociale³. D'une certaine façon cette évolution est une spirale vertueuse dans la spirale vertueuse.

Un troisième facteur d'attractivité pour des nouveaux investissements est l'ensemble des critères macro-économiques et infrastructurels. Compte tenu des évolutions rapides, une adaptation des

Schéma 2 :

Avantages comparatifs luxembourgeois aux XIX^e et XX^e siècles



facteurs d'attractivité est indispensable. Outre l'adaptation des lois et des institutions, les développements dans le domaine des infrastructures nationales et transfrontalières ainsi que de la formation et de la recherche méritent une attention particulière dans un proche avenir⁴.

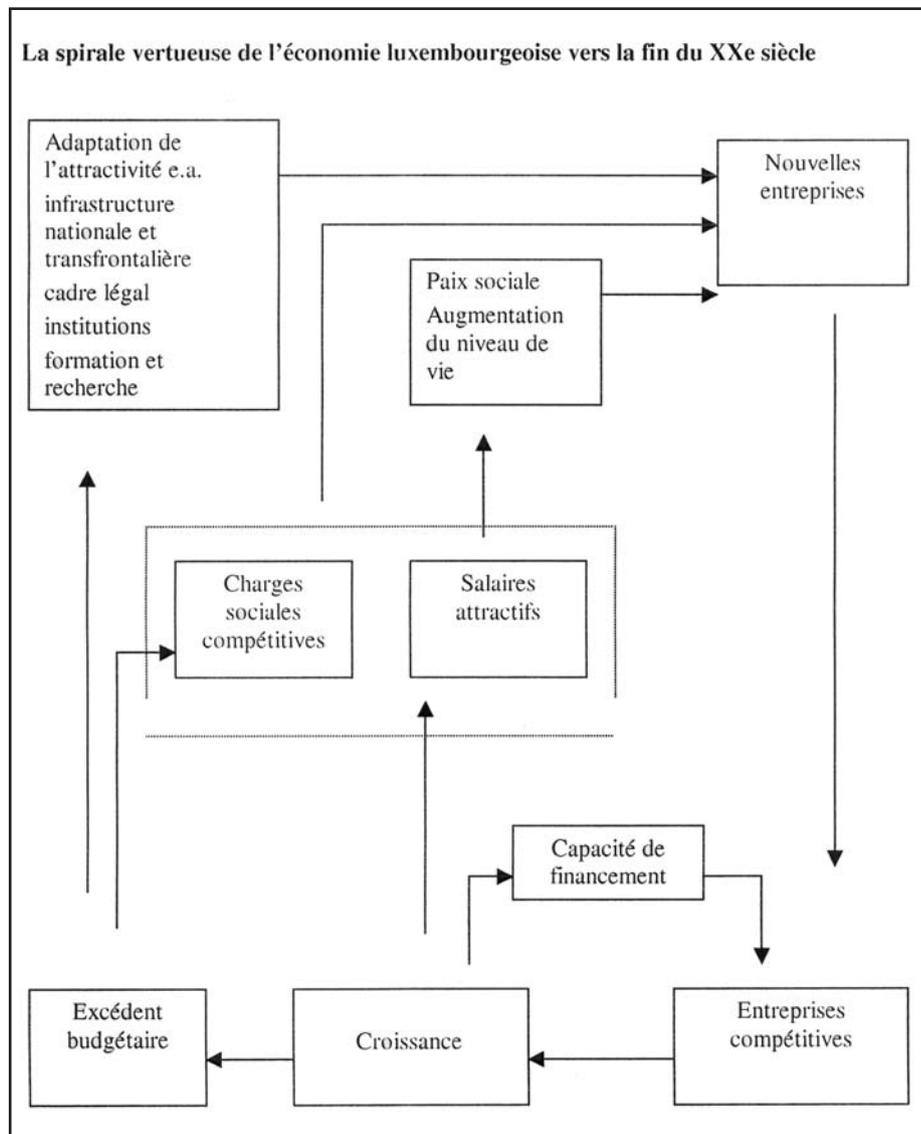
Au cours du dernier quart de siècle, la spirale vertueuse a porté ses fruits. La réussite tient à la symbiose des facteurs exogènes et des adaptations au plan national. Ainsi, la réussite dans le domaine des communications par satellite est à attribuer tant à l'initiative de certains investisseurs étrangers qu'à l'audace de certains responsables politiques nationaux. Il en a été de même pour d'autres domaines.

Ce survol succinct met en évidence que maints facteurs qualitatifs ("hors prix") jouent un rôle important dans la détermination du processus de croissance et dans la concurrence entre territoires (Wickham 2000). Certains de ces facteurs semblent inhérents au petit espace.

3. Les spécificités de l'économie de très petit espace

Une première caractéristique d'une telle économie est que son développement est fonction de son degré d'ouverture. Plusieurs contraintes évidentes ont été développées par le passé par toute une série d'économistes (e.a. Hemmer, Kirsch, von Kunitzki, Pieretti, Reinesch). Rappelons ici, entre autres, la condition nécessaire de l'ouverture au niveau des approvisionnements compte tenu de l'exiguïté du territoire et de l'absence de certaines ressources, ainsi que d'un manque de diversité au niveau de la production. D'autre part, il faut souligner la nécessité de l'ouverture pour l'écoulement des biens produits afin de bénéficier des effets d'économie d'échelle (réduction du prix de revient par pièce grâce à la production de masse).

Toutefois la nécessité d'ouverture ne se limite pas seulement aux biens et services (achat et/ou vente), mais elle s'étend également aux facteurs de production. Schématiquement on peut distinguer trois facteurs de production: le travail, la technologie et le capital financier. Dans ces trois domaines, l'éco-



nomie de petit espace a besoin d'un recours à l'offre étrangère. Durant les phases de développement économique rapide et/ou d'évolutions démographiques plus modestes, le recours à une force de travail étrangère est impératif. Il se traduit par une immigration et/ou par l'engagement de frontaliers. Les besoins en investissement de l'étranger (recours au capital financier étranger) et le recours aux technologies sont également notables, sans qu'on approfondisse ici les raisons et l'envergure. Les chiffres sur la structure du marché du travail et sur le taux d'investissement direct étranger (IDE) par tête sont assez éloquentes à ce sujet (graphiques 2 et 3).

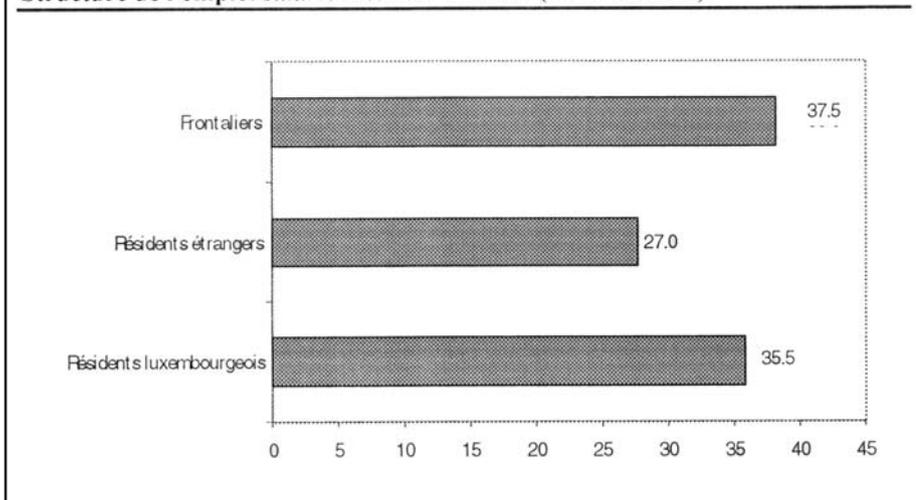
Une autre caractéristique de l'économie de très petit espace peut être retrouvée dans le domaine politique et institu-

tionnel. Ainsi dans le long processus de diversification économique les actes de souveraineté posés par les autorités politiques ont constitué une base fondamentale (Bauler, 2000).

Par la maîtrise de son cadre législatif et fiscal, le pouvoir politique a pu créer les conditions indispensables pour attirer les facteurs de production étrangers. Sur le plan institutionnel et administratif, l'économie de petit espace peut dégager certains avantages qui sont inhérents à la petite dimension. Ainsi l'effectif relativement modeste crée des structures réduites au niveau des institutions et raccourcit ainsi les procédures administratives (peu d'échelons à parcourir). Cette exigüité et cette limpidité assurent également une certaine capacité d'adaptation. La concentration des fonctions et la proximité des admi-

Graphique 2 :

Structure de l'emploi salarié intérieur en 2001 (en % du total)



nistrations concernées facilitent, par ailleurs, le contact direct des interlocuteurs et le suivi des dossiers.

4. Nouveaux défis

Le phénomène de la globalisation - dont une des caractéristiques est l'accélération des relations - va affecter plus directement l'évolution économique future du Luxembourg et notamment certains avantages comparatifs: la révolution technologique dans le domaine des communications et de l'information, la restriction de la souveraineté, les nouvelles perceptions de l'ouverture économique dans les grands pays voisins et, last but not least, la pluralisation accompagnée de la montée du relativisme et du pragmatisme.

L'enjeu majeur du phénomène de la globalisation se produit - à travers la mutation technologique - dans les domaines de la communication. Tous les secteurs économiques, et plus généralement tous les domaines de la société, en sont affectés. Comme toutes les autres économies, le Luxembourg est contraint de s'adapter très rapidement pour ne pas accuser des retards qui pourraient entraîner des pertes de compétitivité. En dépit d'un certain retard pris notamment dans le passage à la "société de l'information", une prise de conscience récente se manifeste et des projets d'action et d'adaptation sont lancés. Il est indéniable que les efforts doivent être intensifiés dans ce domaine.

Un autre défi se pose en matière de souveraineté. En effet, par le passé la politique des "niches" a pu être menée grâce au principe et aux marges de souveraineté. Toutefois le processus d'intégration plus poussé au niveau européen et le phénomène de libéralisation et de dérégulation suppriment certaines marges de manœuvre et réduisent sensiblement la souveraineté.

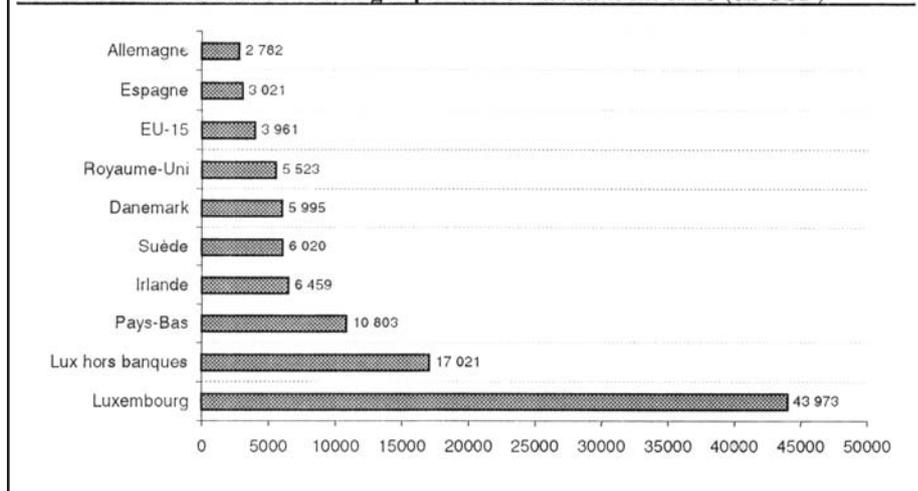
Il est établi que le degré d'ouverture des économies est en général inversement proportionnel à la taille des pays. Contraintes à l'ouverture pour assurer leur développement, les petites économies développées ont une longue expérience

à l'ouverture. Par contre, dans des pays plus grands, la moindre contrainte à l'ouverture a cultivé un sentiment plus marqué pour le "national" et, partant, une réticence pour l'étranger. Or au cours des dernières années on a pu observer dans nos pays voisins une nouvelle prise de conscience des interdépendances et une réduction sensible de la "peur de l'étranger" dans le domaine économique. Ce changement de mentalité important dans les pays voisins vient foncièrement réduire, voire effacer, un atout du Luxembourg.⁵

Le quatrième défi retenu a trait aux effets de la pluralisation de la société (schéma 4) ainsi que de la décentralisation de la modernité et de l'autorité (Laidi, 1998). Cette évolution a beaucoup contribué à la dislocation de tout référentiel éthique commun et stable (Hottois, 1997). Par ailleurs, elle a fortement aidé à la privatisation (individualisation ou communautarisation) des morales. De par ses effets, cette évolution est ambivalente. D'une part elle a ménagé bien des espaces de liberté et elle constitue de ce fait en soi une richesse. D'autre part la pluralisation, pour ne pas dire "atomisation", suscite aussi de grandes difficultés dès lors qu'il s'agit de prendre des décisions au sujet de problèmes dont la nature même est collective (c.-à-d. relative à l'ensemble de la société): la santé ou l'école publique, les institutions juridiques, économiques et politiques et, bien sûr, les questions de l'avenir et les perspectives

Graphique 3 :

Investissement direct de l'étranger par tête d'habitant fin 1998 (en USD)



d'action ainsi que la question du sens et de la finalité.

Certaines institutions censées produire (ou du moins symboliser) du sens et des systèmes (hiérarchies) de valeurs - e. a. les institutions politiques et religieuses - subissent actuellement une certaine dissémination/dislocation.

Or toute société humaine semble nécessiter un référentiel éthique et un système de valeurs. Dans l'actuelle phase charnière, la société luxembourgeoise a un double besoin d'explicitation de son référentiel éthique et de définition de son "espace de sens" (Laïdi, 1998):

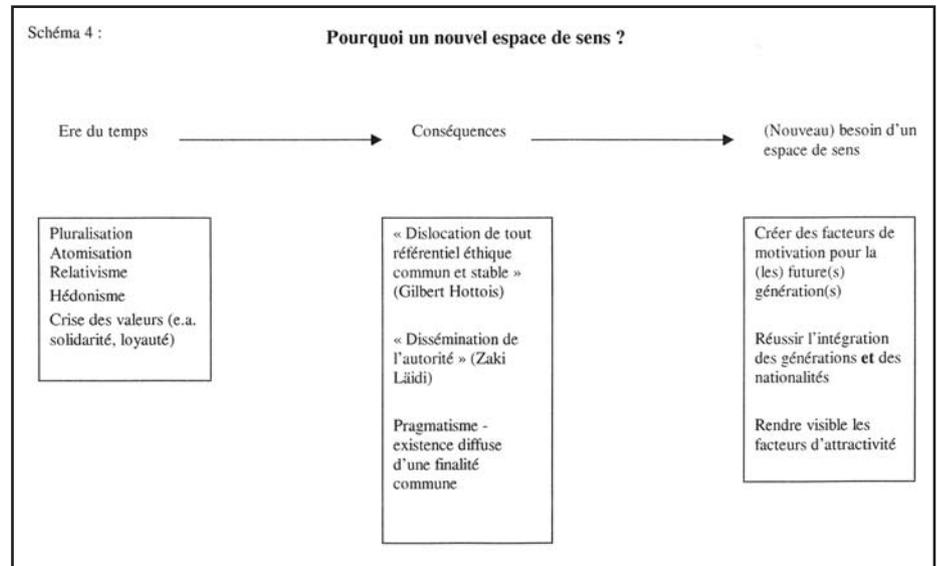
envers l'intérieur, pour réussir l'intégration de toutes les personnes vivant et/ou travaillant sur son territoire (e.a. intégration des nationalités et des générations);

envers l'extérieur, pour clarifier les objectifs de cet espace (le Luxembourg) et pour "corriger les stéréotypes, les idées reçues qui associent l'évocation du pays avec des caractéristiques négatives" (Michalet, 1999).

Les objectifs futurs de la société luxembourgeoise devraient normalement se fonder sur les principaux atouts actuels du Luxembourg, que nous nous proposons de rappeler succinctement.

5. Atouts

L'une des caractéristiques du phénomène de la globalisation est la très forte accélération. Toute économie moderne requiert de ce fait une adaptation très rapide tant du cadre institutionnel et infrastructurel que de la législation et bien sûr du domaine de la formation. Or, en regardant les caractéristiques d'une économie de très petit espace (partie 3), nous constatons que la proximité, la flexibilité et les capacités d'adaptation sont considérées comme un atout inhérent à la petite taille. De ce fait, les économies de très petit espace devraient être privilégiées dans la phase de la globalisation entendue au sens large. Toutefois la mise en application de cette caractéristique inhérente au petit espace présuppose une détermination politique manifeste et un engagement de chacun des résidents. En effet, cet atout n'est pas auto-détermi-



nant, et il faut bien en prendre conscience et rendre cet atout théorique opérationnel.

Le phénomène de la globalisation appelle également à une nouvelle gouvernance et interpelle l'État-nation à revoir ses modalités de régulation tiraillées entre le local et le global. Dans ce contexte, l'État-nation de très petit espace pourrait rencontrer un certain avantage. En effet, entre le national et le local, il y a une certaine proximité.

Dans une économie de petit espace l'échelon infra-national - régional - fait défaut. Le processus de régulation entre le national et le local est donc beaucoup plus court et permet des actions et des interactions nettement plus efficaces, à condition que les infrastructures, les administrations et l'organisation fonctionnelle soient adaptées et efficaces.

Un autre élément est bien sûr la mise en évidence des facteurs d'attractivité. Comme nous l'avons vu, un des points forts de l'économie luxembourgeoise est au stade actuel "la spirale vertueuse" qui s'est mise en place au cours des dernières décennies et qui a engendré un niveau de vie et une qualité de vie remarquables. Toutes les actions futures devront non seulement viser à consolider, mais à renforcer, les facteurs clés de cette évolution. Dans cet objectif, les caractéristiques de la spirale vertueuse sont elles-mêmes des composantes essentielles des fonctions d'attractivité du Luxembourg (cf Wolf, 2002).

6. Créer un espace de sens et de performance

Une des clés de réussite du développement économique a résidé dans la gestion des crises. La confiance dans le système et la disposition à la solidarité (voire à un certain sacrifice) ont été des facteurs déterminants dans plusieurs phases plus difficiles de l'histoire luxembourgeoise et plus particulièrement lors de la crise sidérurgique des années 70 et 80. Or ces types de vertus, comme beaucoup d'autres, sont rarement explicités dans les analyses politiques ou économiques. L'absence de référence n'enlève toutefois rien à leur fonction et à leur importance. Maints économistes et philosophes l'ont toutefois rappelé dans leurs essais. Parmi eux mentionnons Amartya Sen (prix Nobel d'économie de 1998) — qui a récemment souligné que "la formation des valeurs, l'émergence et l'évolution d'une éthique sociale sont aussi des composantes du processus de développement et requièrent, de ce fait, toute notre attention au même titre que le fonctionnement des marchés ou d'autres institutions" (Sen, 2000: 295).

Et il note par ailleurs que:

"La bonne marche d'une économie d'échanges repose sur la confiance mutuelle et le recours à un ensemble de normes explicites et implicites. Là où ces comportements sont généralisés, on tend à ignorer leur rôle. Mais quand ils doivent être acquis leur absence peut représenter un sérieux handicap à la

réussite économique. (...) Le capitalisme met en jeu des structures de motivation plus complexes que la seule maximisation du profit.” (Sen, 2000: 262).

Or, plusieurs tendances récentes contribuent plutôt à négliger certaines normes et références, voire à disloquer le système de valeurs: décentralisation de la modernité, dissémination de l'autorité, hédonisme.

Un effet négatif de cette évolution a été souligné récemment dans une enquête sur le commerce de détail au Luxembourg. Maints consommateurs ont déploré que *“l'accueil et notamment l'amabilité du personnel n'est pas une force du commerce”*.

Pour mieux se rendre compte des risques de l'amplification d'une telle détérioration, il faudrait calculer le coût économique de la “ non éthique “ et de l'irrespect de normes, voire de l'absence de systèmes de valeurs⁶. Pour enrayer cette tendance dès ses débuts il nous semble indispensable d'explicitier et de réexplicitier les cadres référentiels, les systèmes de valeurs, ainsi que les objectifs et les finalités de notre devenir. C'est dans les écoles et à travers des débats publics que ce type d'articulation serait à promouvoir.

La définition d'un nouvel espace de sens et de performance et l'explicitation du cadre référentiel éthique pourraient contribuer (schéma 5):

à l'affinement des objectifs - personnels et collectifs - des jeunes générations du pays (MOTIVATION);

au développement des repères de société pour réussir l'intégration indispensable entre générations et entre résidents d'origines différentes (COHESION);

à l'élaboration d'une nouvelle image du pays (entre autres pour rectifier les caractéristiques négatives), afin d'attirer de nouveaux investissements de qualité (ATTRACTIVITE).

Si l'urgence du dernier aspect ne devrait guère être contestée, les deux premiers aspects sont souvent passés sous silence, voire négligés. Ils sont pourtant indispensables pour le développement futur du pays.

7. Quelles orientations pour le développement économique du Luxembourg?

“Les pays réussissent dans les industries où ils créent des facteurs avec un talent particulier. L'avantage concurrentiel résulte de la présence d'institutions de haute qualité qui créent des facteurs spécialisés puis travaillent à les améliorer continuellement” (Porter, 1999: 281).

Comme par le passé, le développement économique est dépendant des adaptations structurelles qui sont elles-mêmes largement fonction des nouveaux investissements provenant notamment de l'étranger. Pour les générer il faut en permanence adapter les conditions d'attractivité.

Quelques défis majeurs, notamment perçus, nécessitent une solution en profondeur : les infrastructures nationales et transfrontalières (notamment le transport de personnes); les réseaux de communication; le système scolaire; les programmes de recherche; le financement des régimes de pension.

Idéalement ces solutions devraient être élaborées dans le cadre d'un ensemble

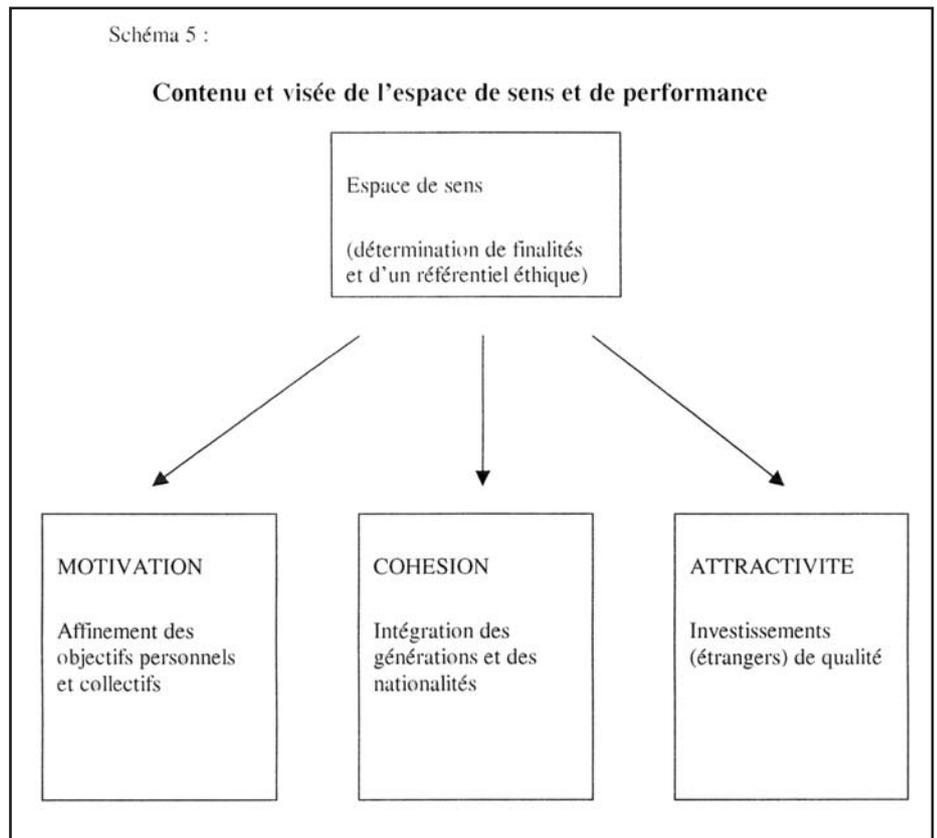
d'objectifs pour la société luxembourgeoise, à définir à partir des atouts mis en exergue. Parmi eux rappelons en deux: la “spirale vertueuse” et les spécificités inhérentes au très petit espace.

Toutefois pour préserver les effets positifs de ces atouts structurels, des adaptations sont nécessaires dans un certain nombre de domaines. Ainsi faudra-t-il: expliciter (ou réexplicitier) le cadre référentiel éthique; moderniser et étendre les infrastructures; et, surtout, adapter les objectifs de formation et de recherche.

Ce dernier objectif est fondamental pour réussir l'affinement du nouveau pilier des avantages comparatifs. En effet, dans un monde globalisé, les facteurs prédominants des avantages comparatifs antérieurs vont s'éclorer et il faudra développer la dimension du “savoir-faire” (schéma 6).

Evolution des facteurs générant un avantage comparatif

Dans la société du savoir, la place du Luxembourg ne pourra ni être dans la recherche de pointe, ni dans l'accumulation et/ou dans le développement de grandes masses de connaissances. De



par sa situation géographique (dota-tions naturelles) et sa spécificité d'État-nation de très petit espace (souveraineté), le Luxembourg aura à mettre (plus encore) à profit sa capacité de créer *l'intégration, la synthèse et la synergie* entre plusieurs tendances, voire cultures. Une certaine neutralité (de très petit "acteur") et l'ouverture "impartiale" pourraient être bénéfiques dans cette valorisation d'un "savoir-faire".

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une "niche" constituant une accumulation de savoir plus important au Luxembourg que dans les pays voisins. Il est plutôt question du développement de plusieurs créneaux se caractérisant par une constellation spécifique des savoirs. Celle-ci pourrait créer un ensemble d'atouts dont le Luxembourg dispose déjà:

situation géographique au confluent de deux cultures européennes importantes allemande et française ;

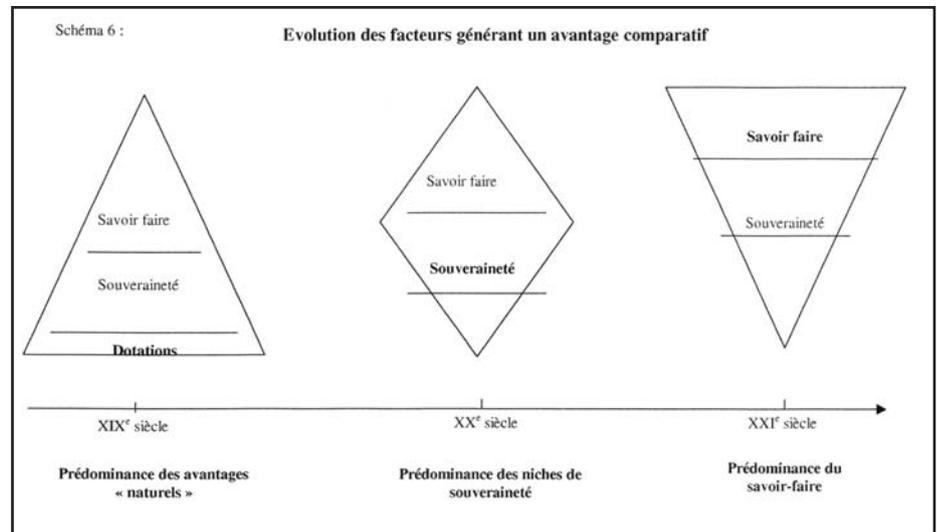
le très petit espace et une certaine neutralité;

une attitude européenne très explicite et manifeste;

une longue expérience dans certains domaines des services (dont les communications).

Toutefois cette option nécessite au préalable un perfectionnement des structures de formation et la mise en place de réseaux de recherche. Par ailleurs, le Luxembourg devrait réorienter le contenu de certains pôles de croissance, afin de conformer les orientations de développement à une nouvelle image et une nouvelle visibilité.

Un premier créneau à valoriser sera sans doute celui des *communications et de l'information*. Compte tenu des implantations réussies dans le domaine de la télévision et des satellites, le Luxembourg pourrait intensifier ses efforts de diversification et d'extension de ce secteur en pleine expansion. Cette participation active ne devrait plus se limiter aux supports et aux domaines techniques, mais pourrait s'élargir au *contenu*. Il est en effet largement accepté que l'Europe de demain gagnera à préserver sa diversité culturelle, tout en intensifiant le dialogue entre groupes socioculturels. L'ouverture (obligée) du



Luxembourg aux deux grandes cultures limitrophes (française et allemande), ainsi que le multilinguisme sont des caractéristiques de la population luxembourgeoise habituée depuis des générations à vivre avec diverses communautés étrangères. Au confluent de deux cultures, le Luxembourg pourrait modestement mettre à profit une particularité de sa situation géographique et culturelle privilégiée - notamment dans le sens esquissé, il y a quelques années, par Jacques Rigaud: "On aimerait que, en dépit de leurs complexes injustifiés, les Luxembourgeois prennent l'initiative en matière de dialogue des cultures" (cité in G. Schuller 1999).

Un autre élément visionnaire pourrait être recherché dans le domaine de la *finance et des fonds d'investissements*. Il est indéniable que les expériences acquises en matière bancaire sont à valoriser - étant donné qu'elles constituent un vecteur important dans le développement économique du pays. Toutefois la finance est fréquemment associée à des opérations "vicieuses". Pour redresser la perception de la place financière, il faudra sans doute accompagner les efforts en matière d' "image de marque" par des adaptations des domaines d'activités. En matière de placements collectifs, les *fonds éthiques* connaissent des performances notables. Une valorisation de ce type d'activité par la place du Luxembourg pourrait contribuer à consolider un domaine d'activité porteur et à ajuster l'image de marque.

Finalement, il serait important d'accorder une plus grande attention à la ques-

tion de la *confiance*. Elle est inhérente à chaque contrat économique et elle est primordiale dans le développement des nouvelles technologies et plus particulièrement dans le commerce électronique. Il est ainsi fondamental de trouver des certifications. L'économie luxembourgeoise recèle sans doute certains atouts pour réussir le développement d'un "trust center" pour la certification de toute sorte d'activité et de commerce électronique. Selon diverses études, les économies de petit espace bénéficient - par rapport aux pays plus grands - d'un préjugé favorable du fait de leur capacité de rétorsion restreinte (Helleiner, 1996).

Par ailleurs, des sociétés relativement aisées et égalitaires sont nettement moins sujettes à corruption (La Porta, 1997). Voilà deux préalables significatifs au bénéfice du Luxembourg.

8. En guise de conclusion

La globalisation est bien plus que l'interdépendance croissante des économies. Elle est un processus dynamique, dialectique et sociétal qui est engendré par des mutations technologiques et par des décisions politiques. Elle est surtout caractérisée par une nette accélération de la circulation (des biens et services, des capitaux, des personnes, ainsi que des informations) et de la diffusion des innovations.

De par leur exigüité et leur contrainte à l'ouverture, les économies de très petit espace sont particulièrement vulnérables et exposées aux profondes muta-

tions en cours. En dépit de la réduction, voire de la perte de quelques atouts, ces économies peuvent faire valoir certains avantages inhérents à la petite taille, comme la proximité et la flexibilité qui leur assurent des capacités d'adaptation rapide.

Grâce à une évolution très favorable au cours des deux dernières décennies, l'économie luxembourgeoise a pu générer une "spirale vertueuse" et créer des conditions de vie, des infrastructures, ainsi qu'un environnement politique, social, fiscal et légal qui s'avèrent fort intéressants pour les investisseurs étrangers. L'implantation d'entreprises performantes contribue largement au renforcement des différents facteurs d'attractivité.

La conjonction de plusieurs éléments - qu'ils soient inhérents à la petite taille ou la conséquence de la situation géographique ou le résultat des efforts de diversification ou encore la résultante de l'audace des autorités politiques - fait aujourd'hui la spécificité de l'économie luxembourgeoise. Dans la mesure où les "niches de souveraineté" sont appelées à disparaître, il conviendra de dégager des *créneaux de spécificités*, de "savoir-faire" (qu'il s'agira de bien cerner et d'exploiter), qui constitueront les "nouveaux avantages comparatifs".

La "spirale vertueuse" sera ainsi une base très propice de la "Corporate Identity" de l'économie luxembourgeoise, qui nécessite - à son tour - d'être étayée par un nouvel espace de sens et de performance. Elle gagnerait sans doute en crédibilité et en perspective par l'intégration de l'un ou l'autre élément visionnaire dans un projet de société plus explicite, établi sur un nouveau cadre référentiel éthique et commun.

Guy Schuller

Conseiller économique auprès du Statec, chargé de cours à la Faculté des Sciences Economiques de Lille. L'auteur s'exprime en son nom personnel et n'engage en rien son administration. Ce texte constitue une version révisée d'une présentation faite fin 2000 dans le cadre du colloque organisé par l'IEIS sur le modèle social luxembourgeois.

1 A l'instar de la nuance ajoutée quant au premier stade, il faut souligner que le savoir-faire et les dotations naturelles (e.a. la situation géographique) ont également fourni un complément indispensable.

2 "For countries in a virtuous upward spiral, success breeds better government, which breeds yet more success" (Financial Times du 25 septembre 2002 p.15).

3 Dans un récent article, Paul DE GRAUWE (2002) a généralisé à l'issue d'une analyse des pays de l'OCDE que "les pays disposant d'un système de sécurité sociale bien développé ne doivent pas forcément faire face à un besoin d'arbitrage entre leur compétitivité et leur système social" (p. 6a). Il retient plusieurs résultats ("surprenants"): "[...] en moyenne, les pays dont les dépenses sociales sont plus élevées améliorent leur score en matière de compétitivité. (...) Un accroissement des dépenses sociales de l'ordre de 1% du PIB entraîne une amélioration de 0.5 point dans le classement de compétitivité".

4 Tous ces éléments sont également repris dans l'article précité de Martin WOLF (2002): "Economic advances are promoted by - and, in turn, strengthen - a high-quality institutional environment, one that strengthens property rights, offers an honest and effective bureaucracy and independent judiciary and provides decent infrastructure, health and public education. A high-quality jurisdiction also follows policies that motivate people to be productive."

5 En effet, en dehors d'une orientation plus marquée vers le national dans le domaine économique, maint pays voisin devait - pour protéger le "champion national" dans tel ou tel secteur - éviter des concurrents étrangers sur son territoire. Par contre, en l'absence de "champion national", les autorités luxembourgeoises n'avaient aucune hésitation à laisser un producteur de pneumatique ou un producteur de verre étranger s'implanter dans leur économie.

6 Ce type d'évaluation est actuellement entrepris de manière très intensive par la Banque mondiale et une série d'économistes et de politologues américains (e. a. Alesina, Rodrik).

ARTHUR Andersen (1993) Luxembourg Situations et Défis, Visions pour demain, Luxembourg, Editions Promoculture
 ALS Georges (1991) "Histoire quantitative du Luxembourg 1839-1990", Cahiers économiques du STATEC, no 79, Luxembourg
 ANSPRENGER Christian, VAN PARIJS Philippe (2000) Ethique économique et sociale, Paris, Editions la Découverte,
 BALDWIN Richard E, MARTIN Philippe (1999) "Two Waves of globalisation: superficial similarities, fundamental differences" NBER Working Paper Series 6904, Cambridge
 BAULER André (2000) Les fruits de la souveraineté nationale, Caisse Centrale Raiffeisen, Luxembourg
 DE GRAUWE Paul (2002) "Globalisation et sécurité sociale" in Reflets et perspectives Tome XII, 2002/2 pp 63-69
 FEENSTRA Robert C. (1998) "Integration of Trade and Disintegration of Production in the Global Economy" Journal of Economic Perspectives (Fall), pp. 31-50
 Fondation Alphonse WEICKER (1997) "Europe 2012. Globalisation et cohésion sociale : les scénarios luxembourgeois" (étude réalisée par Albert Bressand, Bruce Scott, Manuel Baldauff, Léon Helbach, Gérard Hoffmann, Thierry Wolter), Paris, Economica
 HEMMER Carlo (1948) "L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. 1ère partie: Les conditions naturelles et sociales". La production primaire, Luxembourg
 HEMMER Carlo (1953) "L'économie du Grand-Duché de Luxembourg. 2e partie: La production secondaire : L'industrie sidérurgique", Luxembourg
 HOTTOIS Gilbert (1997) "Idéal éthique et modèle économique" (Synthèse et conclusion du séminaire interdisciplinaire sur les systèmes de valeurs orientant nos décisions : économie, éducation et pédagogie, médecine et santé.)
 KIRSCH Raymond (1971) "La croissance de l'économie luxembourgeoise" Statec, Cahier économique no 48-1971 XIV (250p)
 LA PORTA Rafael, Florencio LOPEZ-DE-SILANES, Andrei SHLEIFER and Robert W. VISHNY (1997) "Trust in Large Organizations", in American Economic Review (pp 333-338)
 LAIDI Zaki (1998) "La lente émergence d'espaces de sens dans le monde" pp. 9-44 in Zaki Laïdi (sous la direction de) "Géopolitique du sens" Desclée de Brouwer, Paris
 LEHNERS Jean-Paul, SCHULLER Guy et GOEDERT Janine (éds) (1996) "Régions, nations, mondialisation", Luxembourg, Centre Universitaire, Cahiers ISIS, Fascicule V
 MICHALET Charles-Albert (1999) "La séduction des nations ou comment attirer les investissements, Paris, Economica
 MOREAU DEFARGES Philippe (1998) "Le sens de la construction européenne" pp. 93-119 in Zaki Laïdi (sous la direction de) "Géopolitique du sens", Paris, Desclée de Brouwer
 MUCCHIELLI Jean-Louis (1998) Multinationales et mondialisation, Editions du Seuil (Points économie), Paris
 OHMAE, Kenichi (1995) De l'Etat-nation aux Etats-régions Dunod, Paris
 PIERRETTI Patrice et REINESCH Gaston (1994) "La croissance d'une très petite économie ouverte est-elle import-driven?" in Centre Universitaire du Luxembourg - Cahiers d'économie Fascicule IX pp.99-113
 PORTER Michael (1999) La concurrence selon Porter, Editions Village Mondial, Paris
 REINESCH Gaston (1985) "Fonctionnement d'une micro-économie", in "Théories économiques des petites espaces économiques", Institut Universitaire internationale Luxembourg, Luxembourg
 REINESCH Gaston (1989) "La très petite dimension constitue-t-elle un désavantage économique?" Centre universitaire du Luxembourg, Cahiers d'économie Fascicule V, Luxembourg
 RODRIK Dany (1998) "The Debate over Globalization: how to move forward by looking backward", A paper prepared for a conference on the Future of the World Trading System, IIE, Washington DC, April 15 (<http://www.ksg.harvard.edu/rodrrik/papers.html>)
 SCHULLER Guy (1999) "Une économie ouverte" pp 78-111, in Gilbert Trausch "Le Luxembourg en tournant du siècle et du millénaire" Ed Schortgen Luxembourg
 SCHULLER Guy (2000) "Des origines et des conséquences de la globalisation", in Forum no 200, pp 14-19
 SCHULLER Guy (2000) "L'économie de très petit espace face à la globalisation", Institut Grand-Ducal, Actes de la Section des sciences morales et politiques, pp 117-205
 SEN Amartya (2000) Un nouveau modèle économique, Paris, Editions Odile Jacob,
 VON KUNITZKI Norbert (1991) Le Luxembourg, pays de Cocagne? Fédérations des Jeunes Dirigeants d'entreprises du Luxembourg
 WICKHAM Sylvain (2000) "Sur la compétition entre territoires: implications européennes" in Economie appliquée, tome L III, no 4, pp 191-197
 WOLF Martin (2002) "Location, location, location, equals the wealth of nations" in Financial Times, 25 septembre 2002 p15